



Immeuble BORA 6, rue Raoul Nordling 92277 Bois Colombes Cedex téléphone 01 55 66 40 00 télécopie 01 55 66 44 12 www.grtgaz.com	Réponse GRTgaz à la consultation publique relative à la création d'une place de marché unique en France en 2018		
		Mars 2014	

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry ?

GRTgaz n'a pas de remarque à formuler sur la méthodologie retenue dans l'étude Pöyry.

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France ?

GRTgaz n'a pas de remarque à formuler sur les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE en ce qui concerne les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de l'Europe ?

GRTgaz n'a pas de remarque à formuler sur les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'étude Pöyry au niveau de la France.

Question 4 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

Les différentes études coûts/bénéfices menées depuis 2011, que ce soit l'étude Pöyry ou l'étude KEMA avant elle, ont conclu qu'il était économiquement pertinent de réaliser des investissements en vue de fusionner les zones Nord et Sud de GRTgaz et de mettre en place un PEG unique. Ces études ont permis d'identifier le projet Val de Saône comme étant un ouvrage de décongestion indispensable. Le 14 octobre 2013, la Commission Européenne a attribué à ce projet le statut de Projet d'Intérêt Commun (PCI) tel que défini par le règlement européen 347/2013. L'étude Pöyry a conclu à l'intérêt, dans le cadre des scénarios de marché retenus dans l'étude, de compléter cet ouvrage par le projet Gascogne/Midi, qui comprend des ouvrages sur le réseau de TIGF ainsi que sur celui de GRTgaz.

GRTgaz s'inscrit d'ores et déjà dans une volonté de mise en œuvre dans les meilleurs délais de ces projets d'investissement.

En ce qui concerne le projet Val de Saône, GRTgaz a lancé dès l'été 2012 les études relatives à ce projet. Les études de faisabilité ont déjà été menées. Elles ont permis de tenir le débat public relatif à ce projet, entre le 18 septembre et le 18 décembre 2013. Depuis le début d'année 2014, GRTgaz prépare activement le dossier de demande d'autorisation de construire et d'exploiter. Pour ce faire, GRTgaz instruit les études de base, qui devraient être finalisées prochainement, et travaille en lien avec les acteurs sur le terrain pour déterminer le tracé précis de la canalisation. Le dossier de demande d'autorisation de construire et d'exploiter sera déposé auprès de l'administration à l'été 2014.

En terme d'instruction des procédures administratives, le règlement 347/2013 fixe aux autorités compétentes des délais maximaux d'instruction de ces procédures pour les projets PCI. Les délais maximaux aujourd'hui en vigueur en France sont dans l'ensemble compatibles avec ceux stipulés dans le règlement 347/2013. GRTgaz

se mobilise pour sensibiliser les pouvoirs publics sur l'intérêt d'une instruction accélérée des procédures, mais tient à rappeler que l'instruction de ces procédures reste du ressort des administrations concernées.

Concernant le projet Gascogne/Midi, GRTgaz et TIGF ont mené fin 2013 l'étude conjointe qui a permis de dimensionner les ouvrages nécessaires. Cette étude a permis de conclure que les modifications d'ouvrages à mener sur le réseau de GRTgaz concernaient l'adaptation des stations de Cruzy et de Saint-Martin, afin qu'elles puissent accepter des flux dans le sens inverse du sens actuel. GRTgaz se mobilisera pour mettre en œuvre ces ouvrages dans les meilleurs délais.

GRTgaz tient néanmoins à rappeler que les projets Val de Saône et Gascogne/Midi ne permettent pas de faire face à une augmentation conséquente des capacités d'entrée dans le sud de la France, comme cela est envisagé dans le cadre de projets de développement de terminaux dans la zone de Fos ou du projet Midcat. Le projet Eridan pourrait rester nécessaire en cas de concrétisation de l'un de ces projets.

Question 5 : Etes-vous favorable à la fusion anticipée des zones Nord et Sud avant la mise en service des investissements de décongestion ?

Comme nous le rappelions à la Question 4, les différentes études coûts/bénéfices menées depuis 2011, que ce soit l'étude Pöyry ou l'étude KEMA avant elle, ont conclu que le moyen le plus pertinent sur le plan économique pour fusionner les zones Nord et Sud de GRTgaz et mettre en place un PEG unique était de réaliser des investissements. Seuls ces investissements permettront de répondre de façon efficace et durable aux congestions qui font obstacle à la fusion des zones Nord et Sud.

Décider d'une fusion anticipée par rapport à l'horizon de mise en service de ces ouvrages nécessiterait de disposer des quantités de GNL nécessaires au fonctionnement du réseau. En conséquence, GRTgaz considère qu'une telle fusion anticipée est de nature à grever l'attractivité du marché français.

En effet, GRTgaz considère que la fusion des zones est de nature à inciter les expéditeurs à ne plus amener de GNL en zone GRTgaz Sud. A conditions de flux semblables à celle de 2013 sur les autres points, la fusion supposerait un apport forcé de GNL dans le sud de la France comparable au volume observé sur 2013, proche de 80 TWh. Outre qu'elles seraient complexes à mettre en œuvre, les mesures permettant une fusion anticipée seraient donc très onéreuses, puisqu'elles pourraient vraisemblablement atteindre le montant de 1 Milliard d'€ par an estimé par la CRE. Cela conduirait alors à une hausse du tarif de transport français qui pourrait être de l'ordre de 60%. Par ailleurs, la complexité de ces mesures, notamment liée à la difficulté de déterminer à l'avance les flux nécessaires, pourrait conduire à un appel au GNL plus important que strictement nécessaire, et par suite à un renchérissement du coût global d'approvisionnement en France.

Si l'amenée du GNL nécessaire devait reposer sur l'instauration d'obligations de flux de GNL, GRTgaz considère que cela nuirait également à l'attractivité du marché français, puisqu'une telle obligation serait de nature à influencer le comportement des acteurs GNL actifs dans plusieurs pays.

Si les pouvoirs publics, la CRE et les acteurs de marché devaient décider de mettre en œuvre des mécanismes de fusion anticipée, compte-tenu des montants en jeu, ces mécanismes devront s'accompagner de dispositifs assurant leur neutralité pour GRTgaz, aussi bien en termes de risque commercial, financier ou juridique qu'en terme de couverture des coûts.

Question 6 : Selon vous, une telle fusion doit-elle être fondée uniquement sur des achats de gaz dans le sud par les GRT ou doit-elle s'appuyer sur des obligations de flux de GNL ? Dans ce dernier cas, quel type d'obligation préconisez-vous ?

GRTgaz n'a pas de réponse additionnelle à formuler sur ce point.

Question 7 : Etes-vous favorable à la commercialisation par GRTgaz de capacités Nord vers Sud supplémentaires jusqu'en 2018, sur la base d'outils contractuels ? Etes-vous favorable au mécanisme envisagé par la CRE ? Si non, quels seraient selon vous les outils les plus adéquats ?

Comme le souligne la CRE, GRTgaz commercialise l'ensemble des capacités techniques nord-sud dont il dispose et offre aux travers de services de court terme les capacités issues de l'optimisation de l'utilisation des infrastructures gazières. Par ailleurs, GRTgaz tient à rappeler qu'il s'est continuellement mobilisé pour améliorer les capacités techniques mises à disposition sur la liaison nord-sud, autrement dit le taux de mise à disposition des capacités interruptibles. Grâce à l'ensemble des mesures mises en place, les capacités mises à disposition ont été très notablement améliorées pour l'hiver 2013/2014, ce qui a permis une augmentation des flux sur la

liaison nord-sud d'en moyenne 75 GWh/j sur l'hiver 2013/2014 comparé à l'hiver précédent, ce qui représente une hausse des flux de 25%.

L'objectif visé par la CRE est de relâcher la tension sur les prix dans le sud, sans investissement. La CRE propose un mécanisme qui contribuerait à cet objectif en offrant aux expéditeurs des capacités Nord vers Sud supplémentaires s'appuyant sur l'achat par GRTgaz d'un service de nomination depuis les points d'entrée Fos ou Pirineos jusqu'à la zone nord. Ce mécanisme, contractuel, ne vise pas à améliorer le niveau des capacités techniques nord-sud mises à disposition.

GRTgaz attire tout d'abord l'attention sur le fait que les impacts de ce type de mécanismes sur le différentiel de prix Nord/Sud apparaissent comme très incertains, dans la mesure où toute évolution de ce différentiel s'accompagnera vraisemblablement d'une modification du comportement des acteurs susceptible d'annuler une partie de l'effet recherché, voire d'accroître les importations de GNL dans le sud de la France, ce qui serait de nature à renchérir le coût global d'approvisionnement du marché français.

Il s'agit par ailleurs de mécanismes complexes à définir, tant en ce qui concerne la nature exacte du produit que son volume. Dans le contexte actuel, le réseau de GRTgaz est le plus souvent exploité à quasi-saturation des ouvrages physiques. Dans la mesure où la mise en œuvre des mécanismes proposés n'est pas neutre en terme de flux, ces contraintes physiques ajoutent à la complexité du produit. Ainsi, selon les configurations de flux, les saisons... la mise en œuvre des mécanismes contractuels envisagés par la CRE pourra potentiellement affecter les capacités techniques que GRTgaz pourra mettre à disposition sur la liaison Nord-Sud. Les mécanismes proposés pourraient donc s'avérer inefficients dans certaines conditions ou à certaines périodes. Le cas échéant, des études plus poussées devront donc être menées pour déterminer les conditions dans lesquelles ces mesures seraient efficaces.

GRTgaz tient également à indiquer que la mise en œuvre d'un tel mécanisme peut s'avérer complexe. Il suppose en particulier, a minima, la création d'un point opérationnel spécifique. En effet, opéré sur le point opérationnel actuel, le service de nomination sud vers nord conduirait à offrir les capacités nord vers sud supplémentaires correspondantes par le biais du UBI. De plus, sur le point opérationnel actuel correspondant la liaison nord-sud, les expéditeurs ne sont autorisés à nommer que dans un sens donné. En conséquence, le service de nomination sud vers nord, opéré sur le point opérationnel actuel, interdirait à son fournisseur toute nomination dans le sens nord vers sud.

Enfin, le coût de ce type de mécanismes, s'il est moindre que pour une fusion anticipée, pourrait néanmoins être élevé. En conséquence, si de tels mécanismes devaient être mis en place, ils devront s'accompagner de dispositifs assurant leur neutralité pour GRTgaz, aussi bien en termes de risque commercial, financier ou juridique qu'en terme de couverture des coûts.

Question 8 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre des outils envisagés par la CRE pour éviter l'apparition de la congestion sud-est ?

La CRE souligne que fin 2013, GRTgaz a été ponctuellement en situation de ne proposer qu'un faible taux de disponibilité de la capacité interruptible à la liaison Nord-Sud.

GRTgaz comprend que la préoccupation du marché porte sur le niveau de disponibilité de l'interruptible nord-sud, et plus spécifiquement sur les situations où le niveau de disponibilité de l'interruptible nord-sud est jugé insuffisant au vu du niveau de spread Sud / Nord, en particulier du fait de la saturation des ouvrages sud-est.

GRTgaz tient tout d'abord à rappeler qu'il s'est mobilisé pour maximiser les capacités techniques mise à disposition sur la liaison nord-sud, et par suite la disponibilité des capacités interruptibles nord-sud. Cette maximisation des capacités techniques repose sur un pilotage du réseau visant à être au plus proche de la saturation des différents ouvrages contribuant aux flux nord-sud, et en particulier, en hiver, des ouvrages sud-est au sens large (ouvrages ouest-est et sud-est).

De nombreuses mesures ont été mises en œuvre pour améliorer les capacités techniques mises à disposition. Il s'agit en particulier de la collaboration avec Storengy qui permet d'optimiser l'utilisation conjointe des infrastructures transport et stockages, et qui a permis de proposer le service JTS d'hiver. Il s'agit également de la coordination avec TIGF sur la répartition des flux au PIR Midi entre les points physiques Cruzy et Castillon. Comme indiqué à la Question 7, grâce à ces mesures, les capacités techniques mises à disposition ont été très notablement améliorées pour l'hiver 2013/2014. Ceci a permis une augmentation des flux à la liaison nord-sud d'en moyenne 75 GWh/j sur l'hiver 2013/2014 comparé à l'hiver précédent, ce qui représente une hausse des flux de 25%.

GRTgaz continue d'investiguer toutes les pistes potentielles d'amélioration supplémentaire de la capacité technique nord vers sud.

Comme il avait été convenu en Comité de pilotage de la Concertation Gaz, GRTgaz reviendra vers le marché au deuxième trimestre 2014 pour présenter l'analyse des pistes jugées les plus pertinentes.

Question 9 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE ?

GRTgaz n'a pas de remarques additionnelles par rapport aux réponses formulées aux questions précédentes.

Question 10 : Avez-vous d'autres remarques ou propositions ?

GRTgaz n'a pas d'autres remarques ou propositions.